

politique du Front populaire n'a pas causé, les mêmes dégâts que dans le reste de l'Espagne où le Parti socialiste qui détient la direction du mouvement et le Parti communiste se sont convertis en appendices des partis républicano-bourgeois et s'efforcent de contenir l'avance de la révolution prolétarienne. Grâce aux circonstances ci-dessus, en Catalogne, la petite bourgeoisie républicaine s'est sentie entraînée par l'impétueux courant révolutionnaire jusqu'au point que, d'accord avec l'orientation et les objectifs du mouvement, elle a adopté des positions plus avancées que les socialistes et les stalinistes.

Dès les premiers moments, la révolution prit en Catalogne un caractère prolétarien et la classe ouvrière se rendit maître absolu de la situation. Les organes normaux de gouvernement continuent à exister normalement, mais l'apparition d'organismes parallèles comme le Comité central des milices et le Conseil de l'Economie a réduit ceux-ci à une pure fiction. Cet état de choses compréhensible au début du mouvement ne correspond déjà plus à la situation. La constitution d'un pouvoir fort s'impose, qui soit capable de reprendre les désirs d'émancipation du prolétariat et de créer la nouvelle légalité révolutionnaire, basée sur l'expropriation de la bourgeoisie et sur l'établissement des bases d'une économie socialiste. Cette mission, seul un Gouvernement ouvrier peut l'accomplir. Dans ce sens, le Comité central estime, aujourd'hui comme hier, que ce gouvernement devra être composé exclusivement de représentants des partis ouvriers et des organisations syndicales ; mais si ce point de vue n'est pas partagé par les autres organisations ouvrières, nous ne l'imposerons pas, d'autant plus que le mouvement républicain de gauche en Catalogne a un caractère profondément populaire — qui le distingue radicalement du républicanisme de gauche espagnol, essentiellement bourgeois — et que les masses paysannes, les secteurs ouvriers qui constituent sa base, s'orientent décidément dans la voie de la révolution et sont fortement influencés par les partis et les organisations prolétariennes. L'important est le programme et l'hégémonie garantie du prolétariat. Dans cette voie, il ne peut subsister de doute : le nouveau gouvernement qui se forme doit faire une déclaration de principes sans équivoque, affirmant sa volonté de traduire en légalité révolutionnaire l'impulsion des masses, s'orientant vers la révolution socialiste. Quant à l'hégémonie prolétarienne, la majorité absolue des représentants ouvriers l'assurera pleinement.

Un gouvernement de ce caractère imprimera une grande accélération à la révolution sur toute la péninsule. L'exemple de la Catalogne enhardira la classe travailleuse de tout le pays et cet exemple sera suivi avec enthousiasme, malgré les tentatives des partis traditionnels de la classe ouvrière espagnole pour contenir la révolution. En conclusion, le Comité

central estime que le Parti doit donner tout son appui à la formation de ce Gouvernement et accepter d'en faire partie.

Cette collaboration pourrait échouer seulement dans le cas où toutes les organisations de la classe ouvrière n'entreraient pas dans le nouvel organisme et en premier lieu la C.N.T. et la F.A.I. Si pour obtenir cette collaboration, il est nécessaire de renoncer au nom de gouvernement, notre parti n'y voit aucun inconvénient. Qu'on l'appelle Gouvernement, Junte ou Conseil, l'essentiel est que se constitue immédiatement cet organisme que les circonstances exigent impérieusement.

### Dissolution du Comité central des milices antifascistes

Les camarades qui lisent *La Révolution espagnole* connaissent le fonctionnement du Comité central des milices antifascistes de Catalogne. Ce Comité fut formé dès les premiers instants de la lutte des ouvriers contre le soulèvement fasciste pour assurer la liaison entre tous les secteurs ouvriers et antifascistes de Catalogne. Les formes qu'il avait prises, l'animation qui régnait autour de ses services ont été maintes fois décrites. On sait que le Comité central des milices était, en fait, le *seul pouvoir réel* en Catalogne, depuis les événements du 19 juillet. Alors que toutes les tentatives qui avaient été faites de constituer des ministères de la Généralité, suivant les vieux principes de l'équilibre petit-bourgeois — et nous ne citerons que l'essai d'un gouvernement Esquerra-Parti communiste suivi de celui du gouvernement Casanova — avaient échoué, le Comité central des milices, pendant ce temps, n'avait pas cessé de connaître la vie la plus trépidante, réglant sans exception toutes les questions politiques, économiques et militaires à Barcelone et dans l'ensemble de la Catalogne. Tandis que les ministères de la Généralité ne pouvaient pas faire le moindre pas sans en référer à cette autorité supérieure qui était le pouvoir ouvrier, le Comité des milices, lui, gérait réellement l'Etat catalan. Il organisait à l'aide des syndicats le ravitaillement de Barcelone et des fronts, il levait des corps d'armée, il assurait la police.

Qu'on ne croie pas cependant que ce fut sans difficulté aucune. Les organisations qui composaient ce Comité s'étaient, jusqu'au soulèvement fasciste, regardées comme des ennemies. Les anarchistes et derrière eux la C.N.T. considéraient comme des adversaires les hommes de la U.G.T. qui s'étaient conduits comme de purs réformistes ou bien s'étaient simplement opposés à leur tactique de la « grévi-